

Le Quotidien du 12 Janvier 2012

FINANCES PUBLIQUES POUR LE SNUI-SUD

« C'est rigueur partout, justice fiscale nulle part »

Le syndicat Snui-Sud qui regroupe des salariés des finances publiques s'inquiète des politiques fiscales menées actuellement. Sous couvert de rigueur, il estime qu'on détruit l'impôt direct au profit d'impôts indirects sur fond de baisse du personnel et donc de l'efficacité.

« Le bilan des politiques fiscales est désastreux, constate Pascal Valiamin, de l'union Snui-Sud qui regroupe des agents des finances publiques et de l'ancien Trésor. On développe de plus en plus d'impôts indirects et on accuse les gens d'être responsables de la dette du pays. » Pour sa conférence de rentrée, le syndicat a choisi de parler d'abord des politiques publiques pour ensuite faire comprendre l'impact des suppressions de postes (9 postes en moins à la Réunion, 30 000 depuis 5 ans sur toute la France).

« Au nom des luttes contre la dette, le gouvernement prétend s'attaquer aux riches, reprend Pascal Valiamin. Le coup de rabot ne rapporte à l'Etat que 300 millions d'euros, soit l'équivalent de la taxe foncière à la Réunion. C'est un effet d'annonce. » Pour Jocelyn Cavillot, les politiques menées depuis les années 2000 par les gouvernements successifs ont abouti à mettre en place une politique fiscale qui fait de nombreux cadeaux aux plus riches - 2 milliards en moins sur l'ISF - et



Pour le syndicat Snui-Sud, les politiques fiscales depuis dix ans sont injustes. (Photo David Chane)

répercute sur les impôts indirects (TVA) et donc sur toute la population les prélèvements. Les annonces sur la TVA dite sociale vont dans ce sens.

Surcharge des services

A contrario, le syndicat prône une véritable réflexion sur les finances publiques. « Nous po-

sons depuis plusieurs années la question de l'évaluation des politiques de défiscalisation dans l'île. Un discours que les politiques de droite comme de gauche n'acceptent pas. » A un système qui n'est pas évalué, le syndicat ajoute les petites fraudes qui, d'après lui, s'élèvent à 300 millions d'euros dans l'île. « Une de nos missions de service public, c'est aussi le conseil aux collectivités territoriales, ajoute Jimmy Markom. Or nous

sommes une vingtaine pour 24 communes sans compter les intercommunalités. Du coup celles-ci se tournent vers le privé qui n'assure pas des conseils neutres. Comment s'étonner ensuite de voir des contrats passés avec une banque comme Dexia? »

Pour le Snui-Sud, le cœur du problème des impôts vient de la baisse idéologique du nombre d'agents. « On oublie que les agents des finances publiques sont rentables et socialement utiles, précise Pascal Valiamin. Aujourd'hui, les baisses d'effectifs ont un impact direct et des missions sont abandonnées. » Conséquence de cette baisse des personnels, la hausse de l'agressivité, constatée partout et illustrée dramatiquement au mois de mai lorsqu'un homme a ouvert le feu dans un guichet. « Là, on commence à atteindre le dur, on ne peut aller au-delà », constate le représentant du Snui-Sud. Le 2 février, un appel national réunira sur tout le territoire les agents des finances publiques dans un même mouvement de grève.

Nicolas BONIN